



0910705603

DATE DEPOT : 2009-12-15

NUMERO DE DEPOT : 107056

N° GESTION : 2001B03190

N° SIREN : 434691358

DENOMINATION : AARON PROTECTION SECURITE

ADRESSE : 48 RUE DE LA GARE DE REUILLY 75012 PARIS

DATE D'ACTE : 2009/11/13

TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR

NATURE D'ACTE :

AARON - PROTECTION - SECURITE

STATUTS

Mis à jour par l'Assemblée générale extraordinaire du 13/11/2009

ARTICLE 1 FORME

Il a été créé par les Associés signataires des présents statuts une Société à Responsabilité Limitée au capital de DIX MILLE EUROS (10 000 Euros) régie par les Lois en vigueur et notamment par la Loi N° 66-537 du 24 Juillet 1966 et le Décret du 23 Mars 1967 modifiés ainsi que par les textes de toute nature venant modifier, compléter ou interpréter ces Articles.

L'acquisition ou la possession d'une part de capital de la Société implique de surcroît l'adhésion intégrale aux présents statuts.

ARTICLE 2 - DUREE

Sauf dissolution anticipée, la Société est fondée pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation du Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société prend le nom de **AARON - PROTECTION - SECURITE »**

Conformément à l'article 3 de la Loi du 12 Juillet 1983, cette dénomination sera suivie sur toute entête de lettre ou de facture de la mention complémentaire "Société privée de Gardiennage et de sécurité".

La Société pourra utiliser également le sigle **A.P.S.** ainsi que toute autre dénomination commerciale décidée par le Gérant dans la mesure où elle évitera toute confusion avec un service public.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé.: **48 Rue de la Gare de Reuilly - 75012 PARIS**

Il pourra être transféré dans tout autre endroit dans les limites du ressort du Tribunal de Commerce de PARIS sur simple décision du Gérant et en tout autre lieu par décision extraordinaire des Associés.

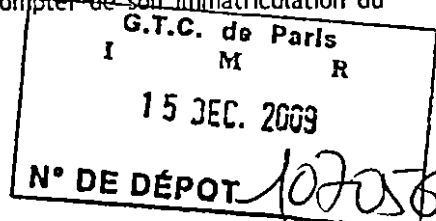
Le Gérant peut ouvrir des succursales en tout lieu.

ARTICLE 5 - OBJET

Cette Société a pour objet la surveillance de locaux ou d'espaces privés ainsi que la sécurité des biens meubles ou immeubles et celle des personnes qui leur sont liées, directement ou non.

Un objet secondaire est constitué par :

- la recherche de nouvelles techniques, de nouveaux matériels et l'application des matériels existants
- la recherche et le recrutement de personnel d'encadrement ou d'exécution pour les clients de la Société.
- la formation de personnel dans les domaines énoncés ci-dessus,



01B3190

Enfin, cette Société a pour objet accessoire les opérations commerciales, immobilières ou financières qui tendraient à favoriser directement ou indirectement l'accession à l'objet principal énoncé ci-dessus.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE VINGT MILLE EUROS (80.000,00 EUROS) divisée en 1000 parts égales de QUATRE VINGT EUROS (80 Euros) chacune qui ont été intégralement souscrites et libérées et attribuées, dans la proportion de leurs apports respectifs, à :

ARPAD OMNIUM SAS

Représentée par son président Monsieur Massimo NARDELLI
Sise 48 rue de la Gare de Reuilly
75012 PARIS

600 PARTS

Soit 48 000 Euros

Monsieur NARDELLI Massimo

Né le 30 Mai 1958 à FLORENCE (Italie)
de nationalité française
Domiciliée 98 Bd de l'Ourcq à VILLEPARISIS (77270)

200 PARTS

Soit 16 000 Euros

Madame NARDELLI PAOLA née CARRER

Née le 19 Juin 1957 à MARRADI (Italie)
de nationalité française
Domiciliée 98 Bd de l'Ourcq à VILLEPARISIS (77270)

200 PARTS

Soit 16 000 Euros



ARTICLE 7 - TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES

Conformément à l'Article 54 de la Loi du 24 Juillet 1966, le décès de l'un des Associés entraîne de plein droit le remboursement des parts qu'il détenait et ce dans les conditions fixées à l'Article 9 des présents statuts.

Toute autre transmission de parts sociales est soumise à l'agrément des Associés, quelle qu'en soit l'occasion et quel qu'en soit le bénéficiaire.

Et cela qu'il s'agisse d'une cession proprement dite, mais aussi par exemple d'une donation, d'un apport, d'une mise en communauté, d'un échange, d'une fusion, d'une scission ou d'un partage après dissolution, d'un partage de communauté, d'une vente sur gage ou sur saisie, et d'une façon générale de tout changement de propriétaire.

De la même façon, cette clause d'agrément s'applique à toute opération évoquée ci-dessus, même si le bénéficiaire en est lui-même associé ou conjoint, ascendant ou descendant d'associé.

En cas de transmission volontaire, le détenteur actuel des parts notifiera son projet au Gérant de la Société ainsi qu'à chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il précisera, en particulier, les noms et qualité du bénéficiaire et les conditions financières de l'opération. Moins de huit jours francs après réception de cette notification, le Gérant adressera à chaque Associé une lettre recommandée avec accusé de réception pour lui demander son avis.

Tous les Associés ont droit de voter et une indivision ne compte que pour un Associé. L'agrément est prononcé par la majorité en nombre des Associés représentant les trois quarts du capital social. Le Gérant le notifie à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si trois mois après l'envoi de la dernière des lettres de consultation visées au précédent alinéa, le Gérant n'a pas reçu des Associés les réponses lui permettant de conclure à l'agrément ou au refus, ou si, pendant ce même délai, le détenteur actuel ne s'est vu notifier lui-même par le Gérant aucune décision, l'opération projetée est réputée être agréée.

Dans le cas où le Gérant notifie au détenteur actuel que les conditions d'un agrément ne sont pas remplies, ce détenteur peut renoncer à l'opération projetée ou, s'il le préfère, mettre en demeure les Associés de lui racheter ses parts ou de les lui faire racheter aux conditions prévues par l'Article 1843-4 du Code Civil.

Le délai et les modalités de ce rachat sont alors fixés par les textes en vigueur.



ARTICLE 8 - DROITS ATTACHES AUX PARTS

Les droits attachés aux parts sont fixés par les textes en vigueur, par les présents statuts et toutes décisions ordinaires ou extraordinaires des Associés.

ARTICLE 9 - RETRAIT - EXCLUSION

Un Associé peut se retirer totalement de la Société s'il le juge convenable.

Il peut également procéder à un retrait partiel avec l'accord des Associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts.

De la même façon, les Associés peuvent décider, dans les conditions fixées pour la modification des statuts, qu'un ou plusieurs d'entre eux cessent de faire partie de la Société.

Les droits et obligations qui résultent de la propriété des parts en cause prennent fin, pour l'intéressé, au moment même où son retrait est notifié par le Gérant de la Société ou, en cas d'exclusion, au moment où la décision des Associés se trouve exprimée.

Conformément à la Loi, un ancien Associé demeure tenu pendant cinq années de toutes les obligations nées jusqu'au moment de la notification de son retrait ou de la décision de l'exclure.

Enfin, qu'il s'agisse d'un retrait volontaire ou d'une exclusion, le sort des parts de l'ancien Associé sera réglé, soit par procédure amiable, soit, en cas de désaccord, dans les conditions prévues à l'Article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'une de ces occasions, les parts de l'ancien associé se trouvaient rachetées par un Associé ou par une personne devenant Associée, l'acquéreur se substituerait alors à l'ancien Associé pour les droits et obligations correspondant aux parts acquises et ce, avec effet de la date du retrait ou de l'exclusion.

ARTICLE 10 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs Gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les Associés, sans ou avec limitation de la durée de leur mandat. Dans ce dernier cas, le ou les gérants sont rééligibles.

Le premier Gérant de la société A.P.S. est Monsieur Massimo NARDELLI. Il est nommé pour une durée indéterminée.

Les Gérants autres que les Gérants statutaires sont nommés par décisions des Associés représentant plus de la moitié du capital social.

Vis-à-vis des tiers, le ou les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir, en toute circonstance, au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la Loi attribue expressément aux Associés.

Le Gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toutes délégations spéciales et temporaires pour des opérations déterminées à tout mandataire de son choix.

Le Gérant peut résilier sa fonction mais seulement en prévenant chacun des Associés trois mois au moins à l'avance, par lettre recommandée.

La démission ou le décès d'un Gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société. Dans ce cas, les Associés nommeront, lors d'une Assemblée Générale, un nouveau Gérant.

Le Gérant, associé ou non, est révocable par décision des Associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

La rémunération du Gérant est fixée par décision ordinaire prise par les Associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les frais de représentation, de voyage et de déplacement lui sont remboursés, soit d'une manière forfaitaire, soit sur présentation de pièces justificatives selon ce qui sera décidé par les Associés statuant en la forme ordinaire.



ARTICLE 11 - ASSEMBLEES

Le Gérant convoque l'Assemblée au moins une fois par an pour l'approbation des comptes et à toutes autres occasions évoquées à l'Article 12 des présents statuts, ou encore dans le cas prévu par l'Article 57 de la Loi.

Si tous les Associés sont présents ou représentés, la convocation peut être verbale. Sinon, elle doit être adressée quinze jours francs avant la date de l'Assemblée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'Assemblée peut être tenue dans un lieu quelconque.

Un Associé ne peut se faire représenter que par un autre Associé.

Si le Gérant n'est pas associé, l'Assemblée est présidée par l'Associé, personne physique qui possède ou représente le plus de parts, ou l'Associé le plus âgé.

ARTICLE 12 - CONSULTATION

Les décisions ordinaires ou extraordinaires ne doivent faire l'objet de la convocation d'une Assemblée que pour l'approbation des comptes ou encore si les Associés le demandent dans le cadre des dispositions ou la Loi rend une telle convocation obligatoire, ou enfin si le Gérant l'estime nécessaire.

Dans tous les autres cas, les décisions peuvent ne faire l'objet que d'une consultation par correspondance.

Le Gérant adresse, à chaque Associé, une lettre recommandée avec accusé de réception comportant, pour chaque résolution, le texte précis à adopter et les explications claires et chiffrées de nature à éclairer leurs décisions.

Les Associés doivent répondre personnellement et par écrit. Chaque consultation est close vingt et un jours après l'expédition par le Gérant de la dernière lettre recommandée ou après réception de toutes les réponses, ou au moment où le décompte des réponses reçues permet d'affirmer sans aucune équivoque le sens dans lequel statuent les Associés.

Le Gérant fait connaître, à chaque Associé, par lettre simple, le résultat de la consultation, en dresse procès-verbal et le consigne sur le Registre des Assemblées.

Sauf modification des statuts, transmission ou cession de parts, une résolution est adoptée si elle a recueilli l'agrément de la majorité du capital social.

Au cas où la résolution soumise à consultation comporte une convention entre la Société et un Associé, ce dernier n'est pas consulté et ses parts sont défalquées avant calcul de la majorité.

Si, dans le délai de la consultation, le Gérant constate, sur une résolution, l'absence de réponse d'une fraction du capital qui, jointe aux réponses favorables, aboutit à la majorité du capital social, il doit procéder à une deuxième consultation sur le même texte. Il suit les mêmes modalités que pour la première consultation en ajoutant toutefois au deuxième envoi les résultats du premier tour.

Le délai de réponse est le même mais la résolution est alors adoptée à la majorité des parts dont les réponses sont parvenues au Gérant.

Sauf en ce qui concerne la révocation éventuelle du Gérant, si une résolution n'a pas été adoptée, même sur deuxième consultation, les Associés ne peuvent être à nouveau consultés sur le même sujet avant douze mois francs, sauf fait nouveau le justifiant.

ARTICLE 13 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er JANVIER et finit le 31 DECEMBRE.



ARTICLE 14 - LIQUIDATION - DISSOLUTION

Que la dissolution de la Société ait été provoquée par une décision extraordinaire des Associés, par une nécessité résultant des textes en vigueur, par la fin normale de la durée prévue ou par une décision de Justice, dès le moment qu'elle est prononcée, elle entraîne la mise en liquidation de la Société. Les pouvoirs du Gérant prennent fin par anticipation.

En l'absence de désignation par décision de Justice, le Gérant dont le mandat est en cours ne cesse toutefois ses fonctions qu'à l'issue d'une consultation des Associés aux fins de désigner un liquidateur. Ce dernier est nommé par la majorité en capital des Associés qui fixe sa rémunération.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour veiller à la conservation de l'actif social et à sa réalisation rapide. Il représente la Société en toutes circonstances. Le liquidateur est notamment habilité à déposer le bilan de la Société lorsque la réalisation totale de l'actif n'a pas suffi à éteindre le passif à l'égard des tiers. Il constate en tout cas la clôture de la liquidation et convoque les Associés pour procéder au partage.

Les biens certains apportés par les Associés leur sont proposés par priorité à titre de reprise en nature, après expertise et, le cas échéant, fixation par le liquidateur, de la soule à verser par l'Associé en cause.

Le boni de liquidation est réparti proportionnellement aux parts respectives des Associés dans le capital au moment où la dissolution a été prononcée.

ARTICLE 15 - DEPOT - PUBLICITE - FORMALITES LEGALES

Tout pouvoir est donné au porteur d'un exemplaire des présents statuts portant la signature originale de chaque Associé ou certifié conforme par le Gérant pour effectuer toute publicité, toute formalité ou tout dépôt prévu par les textes légaux ou réglementaires en vigueur.

FAIT A PARIS

LE 08 AVRIL DEUX MILLE NEUF